



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'ISÈRE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS

SERVICE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Affaire suivie par : Françoise CHAVET  
Tél. 04.56.59.49.34

Grenoble, le 15 MAI 2014

**ARRETE DE PROLONGATION D'AUTORISATION**

**N° 2014135-0028**

**LE PREFET DE L'ISERE**

**Chevalier de la Légion d'Honneur  
Commandeur de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de l'environnement, et notamment les titres 1<sup>er</sup> et 4 des parties législative et réglementaire du livre V ;
- VU** le code minier et l'ensemble des textes pris pour l'application dudit code ;
- VU** la loi n°2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive ;
- VU** la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrière et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- VU** l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, modifié par l'arrêté ministériel du 24 décembre 2009 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- VU** le schéma départemental des carrières de l'Isère approuvé par arrêté préfectoral n°2004-1285 du 11 février 2004 ;
- VU** la circulaire ministérielle du 14 mai 2012 sur l'appréciation des modifications substantielles au titre de l'article R. 512-33 du code de l'environnement ;
- VU** les arrêtés préfectoraux n°74-7024 du 27 août 1974, n°77-2212 du 11 mars 1977, et n°90-2690 du 11 juin 1990 autorisant la société Catrap à exploiter une carrière de sables et graviers sur le territoire de la commune de La Sône au lieu-dit "Pied Sec" ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2004-06807 du 6 mai 2004 autorisant la société Budillon Rabatel à exploiter une carrière de sables et graviers sur le territoire de la commune de La Sône au lieu-dit "Pied Sec" ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°2009-10247 du 15 décembre 2009 autorisant la société Budillon Rabatel à remblayer la carrière de sables et graviers qu'elle exploite sur le territoire de la commune de La Sône au lieu-dit "Pied Sec" ;

- VU** la demande, par courrier du 7 janvier 2014, de la société Budillon Rabatel de prolongation de l'autorisation d'exploiter son site de La Sône au lieu-dit "Pied Sec" ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 23 janvier 2014 ;
- VU** l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites - formation spécialisée des carrières - du 11 février 2014 ;

**CONSIDERANT** les capacités techniques et financières de la Société Budillon Rabatel ;

**CONSIDERANT** que les impacts du fonctionnement de l'installation pendant la période de prolongation seront effectivement compensés par un moindre impact pendant la durée d'autorisation du fait d'un rythme d'exploitation plus faible ;

**CONSIDERANT** que le volume maximum d'extraction proposé pour la période annuelle est de 75 000 tonnes ;

**CONSIDÉRANT** qu'aux termes de l'article L 512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

**CONSIDERANT** qu'un projet d'arrêté a été adressé au pétitionnaire le 25 février 2014 afin de recueillir son avis ;

**CONSIDERANT** l'accord de la société Budillon Rabatel par courriel du 4 mars 2014 concernant le projet soumis pour avis ;

Sur proposition de la Secrétaire générale de la préfecture de l'Isère ;

## **A R R E T E**

### **ARTICLE 1 : PROLONGATION DE L'AUTORISATION**

La société Budillon Rabatel dont le siège social est situé 102 rue du Louvasset – 38516 Voiron, représentée par son directeur des carrières, est autorisée à poursuivre l'exploitation d'une carrière alluvionnaire à sec sur la commune de La Sône au lieu-dit "Pied Sec" portant sur partie ou la totalité de la surface des parcelles suivantes :

7p, 19p, 20, 26, 27, 29p,31p, 36p, 37p, 38p, 39, 40p, 41p, 345p, 361, 362, 467p, 569p de la section A du plan cadastral de la commune La Sône, pour une superficie de 65 646 m<sup>2</sup>, pour une durée d'un an, à compter de la date d'échéance de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2004-06807 du 6 mai 2004, soit le 6 mai 2014.

Le volume maximum de production pour une période annuelle d'exploitation est de 75 000 tonnes.

### **ARTICLE 2 : PRESCRIPTIONS GENERALES**

Les prescriptions générales des arrêtés préfectoraux n°2004-06807 du 6 mai 2004 et n°2009-10247 du 15 décembre 2009, autorisant la société Budillon Rabatel à exploiter une carrière alluvionnaire à sec sur le territoire de la commune de La Sône au lieu-dit "Pied Sec" restent applicables.

### **ARTICLE 3 : GARANTIES FINANCIERES**

**3.1 -** L'autorisation d'exploiter est conditionnée par la constitution effective des garanties financières dont le montant est fixé à 39 430 euros TTC. L'absence de garanties financières

entraîne la suspension de l'activité après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

**3.2 -** Le document établissant la constitution des garanties financières, doit être transmis à l'inspection des installations classées préalablement aux travaux d'extraction.

**3.3 -** L'obligation de garanties financières n'est pas limitée à la durée de validité de l'autorisation. Elle est levée après la cessation d'exploitation de la carrière, et après que les travaux de remise en état ont été réalisés. Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R512-39-1 à R512-39-6 du code de l'environnement, par l'inspection des installations classées qui établit un procès verbal de récolement.

#### **ARTICLE 4 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

#### **ARTICLE 5 : DROIT DES TIERS**

La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans la limite des droits de propriété ou d'extraction dont bénéficie le titulaire.

#### **ARTICLE 6 : SANCTIONS**

Si les prescriptions fixées dans le présent arrêté ne sont pas respectées, indépendamment des sanctions pénales, les sanctions administratives prévues par le code de l'environnement ou celles prévues par le code minier peuvent être appliquées.

Toute mise en demeure, prise en application du code de l'environnement et des textes en découlant, non suivie d'effet constitue un délit.

#### **ARTICLE 7 : PUBLICATION DE L'AUTORISATION**

Le présent arrêté est inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Isère.

Un extrait du présent arrêté est affiché à la porte de la mairie pendant un mois, avec l'indication qu'une copie intégrale est déposée à la mairie et mise à la disposition de tout intéressé. Il est justifié de l'accomplissement de cette formalité par un certificat d'affichage. Le même extrait est affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis est inséré, par les soins de la préfecture, dans deux journaux diffusés dans tout le département, aux frais du pétitionnaire.

#### **ARTICLE 8 : EXECUTION**

La Secrétaire générale de la préfecture de l'Isère, le Maire de La Sône, le Directeur départemental de la protection des populations (DDPP), la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes (DREAL) chargée de l'inspection des installations classées -unité territoriale de l'Isère-, le Délégué départemental de l'agence régionale de santé Rhône-Alpes, la Directrice départementale des territoires, le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Isère, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au pétitionnaire.

Pour le Préfet, par délégation  
le Secrétaire Général

Le Préfet

**Patrick LAPOUZE**



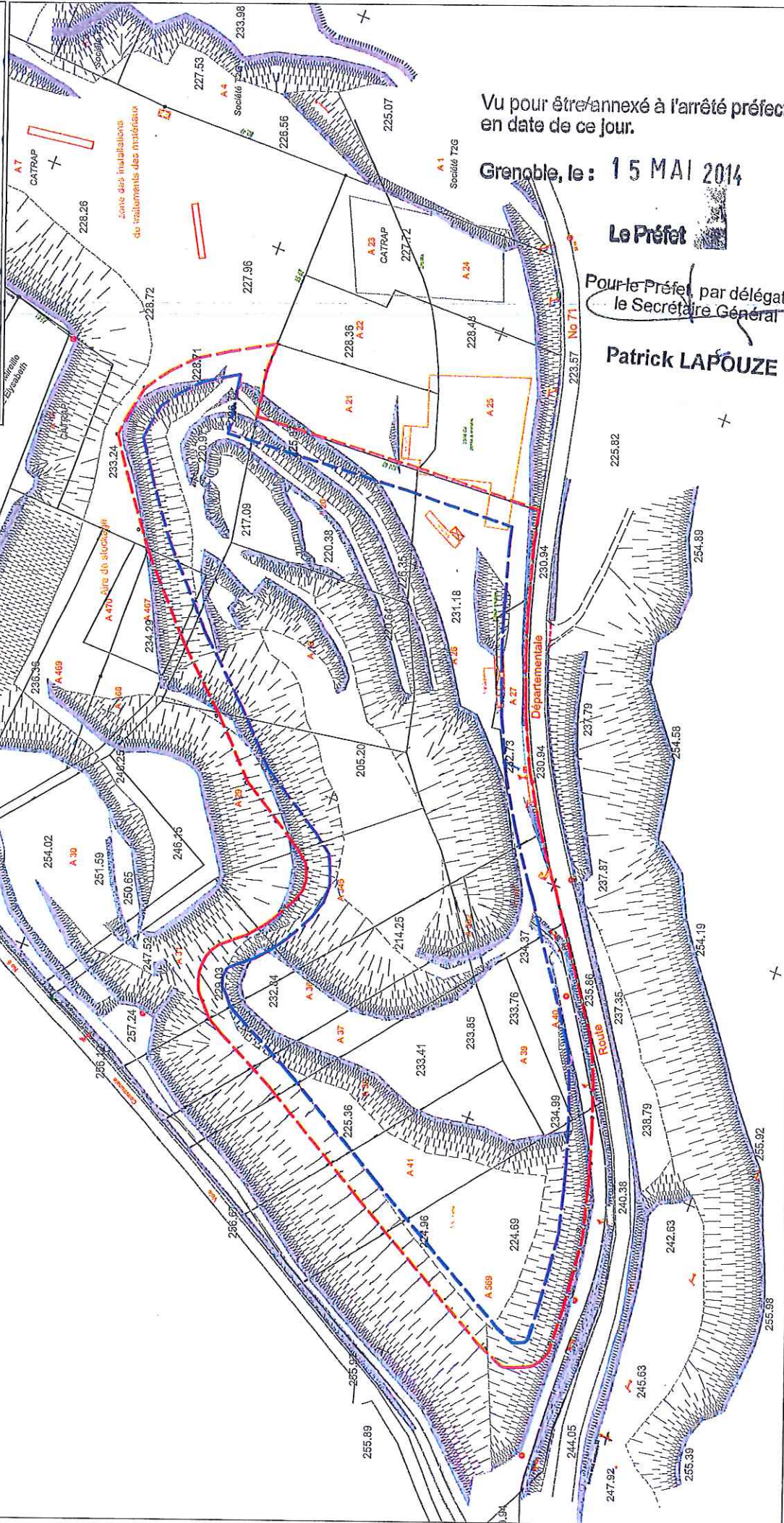
BUDILLON RABATEL  
Site de la Sône (38)

# Plan à jour de la carrière

Echelle : 1/1500

--- Limite de l'autorisation

--- Limite d'exploitation



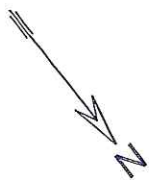
Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral  
en date de ce jour.

Grenoble, le : 15 MAI 2014

**Le Préfet**

Pour le Préfet, par délégation  
le Secrétaire Général

**Patrick LAFOUZE**

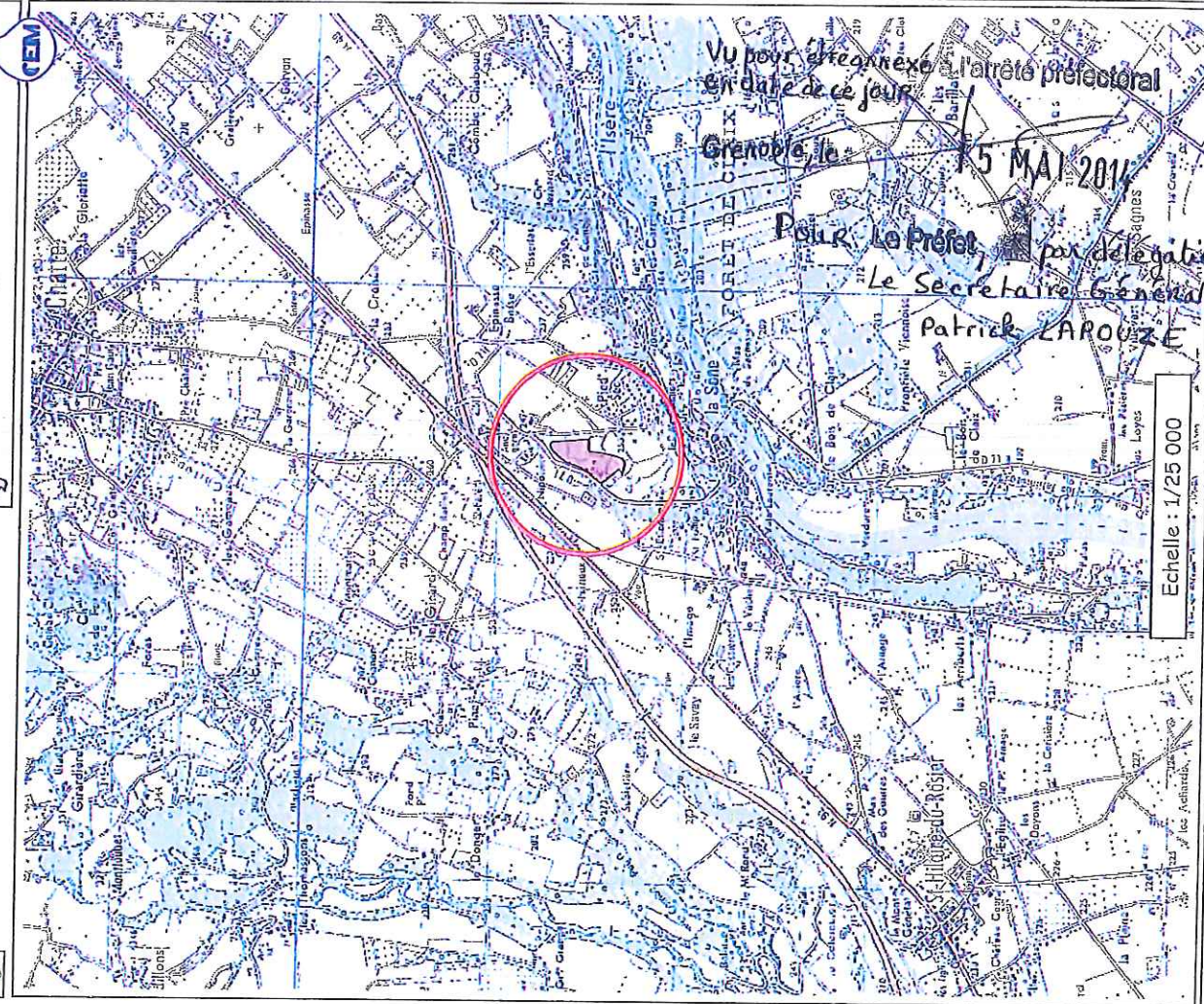




BUDILLON RABATEL  
Site de LA SÔNE (38)

*Cartes de situation géographique*

Limite de la carrière



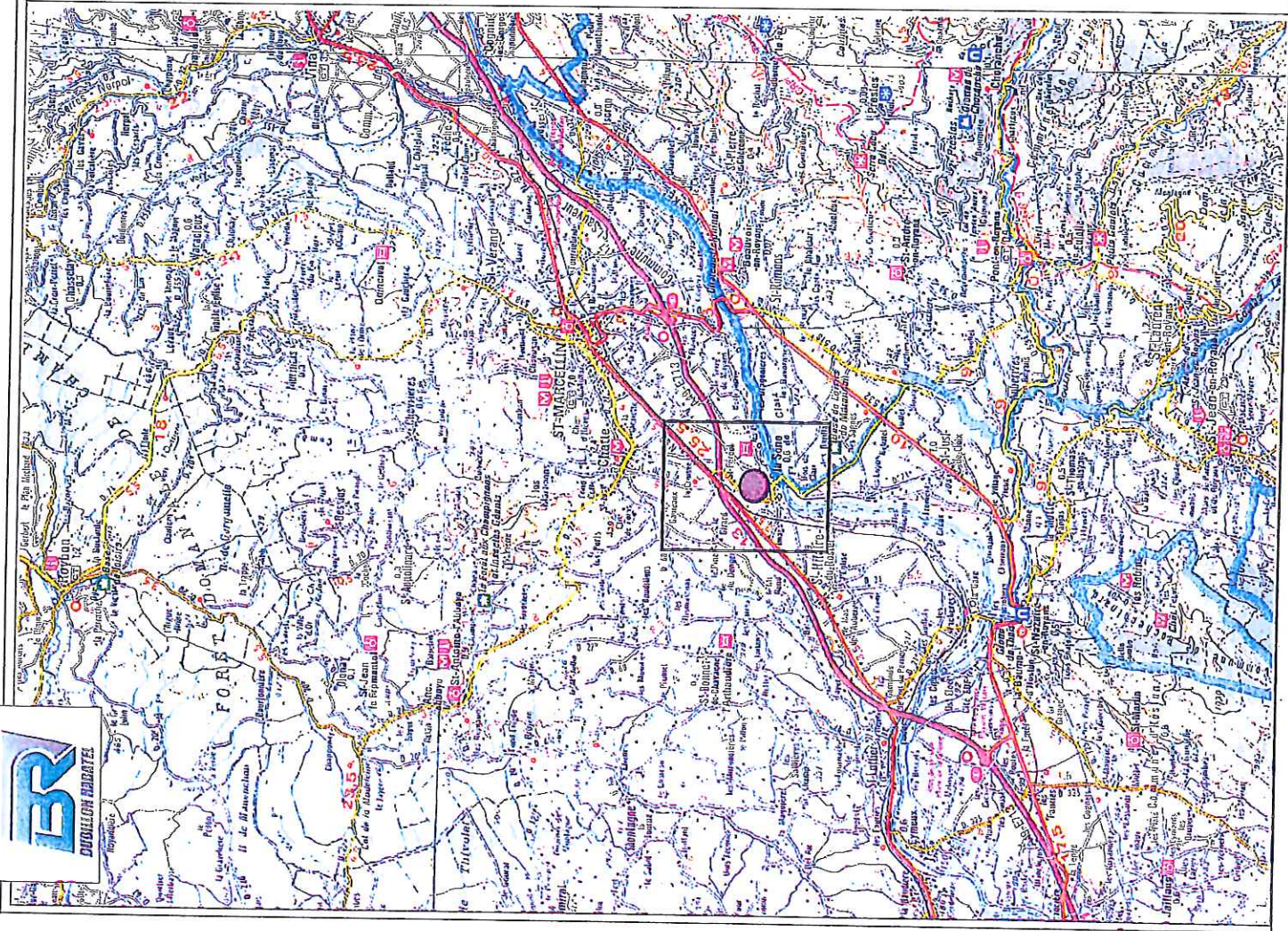
Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral  
en date de ce jour

Grenoble, le

15 MAI 2014

Pour le Préfet, par délégation  
Le Secrétaire Général  
Patrick LAROUZE

Echelle : 1/25 000



BR  
BUDILLON RABATEL



